
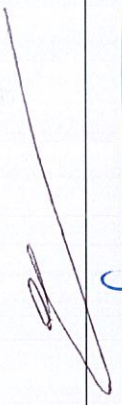






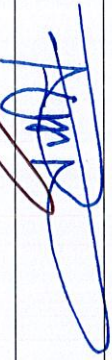



Direction de l'Urbanisme
 - Réunion PPA - DPMEC - ISDND Wayabo - 22 Juin 2022
 Feuille d'émargement

NOM - Prénom	Qualité	Coordonnées téléphoniques	Signature
Boulland François	Urbaniste BE	07 68 93 74 74	
(PETERSON) Poulard St-Pierre	Président d'Urbanisme	0596 2961.95	
HUGRET Cecile	chefe d'ité urbanisme réglementaire-DGTT-4KA.	0694 200 406	
VÉNITE Hélina	Resp service gestion des déchets CCDS	0694 404076	
TACITA Janique	chargée de mission planification de la direction de l'aménagement CTC-	0594 200 06	
GARRET Lise	Responsable de la cellule planification territoriale CTC-	0694 093112	
VITULIN Geraldine	Responsable de la cellule planification territoriale CTC-		
MANDIUK Jean-Michel	Responsable développement	+33 684853664	
BARBAUD Jean-Marie	Bureau Etudes EN ENVIRONNEMENT	+33 672 845532	
PIERRE Patrice	DG-adj CPTAC	0694 267261	

Mise en compatibilité du PLU de Kourou

Compte rendu de la réunion conjointe des services (22/06/2022)

personnes présentes :

François BOULLAND - BE "la boîte de l'espace"
Raïssa JUDICK - Directrice de l'urbanisme - Ville de Kourou
Madame PETERSON - Chambre d'Agriculture
Cécile HUGRET - Cheffe unité urbanisme réglementaire DGTM
Mélina VÉNITE - Service gestion des déchets CCDS
Janique TACITA - Chargée de mission planification
Lise GAMBET - Directrice de l'aménagement à la CTG
Géraldine VITULIN - Responsable cellule planification territoriale à la CTG
Jean-Michel Mandiuk - Responsable développement à Séché éco service
Jean-Marie BARBAUD - BE 2N Environnement
Pierre PATRICE - DG EPFAG
Alain CYRILLE - Directeur de l'environnement à la CACL

Introduction

La présente réunion vise à échanger sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Kourou. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un projet de création d'un Pôle Environnemental de traitement et de valorisation de déchets non dangereux porté par la société SECHE ECO SERVICES au lieu-dit Wayabo. Il comprend deux espaces de stockage de déchets non dangereux (matériaux de construction et déchets ménagers), un centre de tri ainsi qu'une unité de production d'électricité à partir de biogaz. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement a été déposé auprès de la préfecture au mois de novembre 2021 et intègre notamment une étude d'impact présentant l'ensemble des impacts potentiels et des moyens mis en œuvre permettant de limiter, réduire ou annuler l'ensemble de ces impacts potentiels.

Plusieurs personnes n'ayant pas pris connaissance du dossier transmis par voie dématérialisée, les retours sur la notice peuvent être fait au cours du mois de juillet.

Présentation du cadre

Le bureau d'études revient sur le cadre de la mise en compatibilité en présentant la procédure, son objet et l'ébauche du calendrier qui prévoit une approbation au début de l'année 2023. Un focus est fait sur la mise en place d'une enquête publique conjointe (arrêté par le préfet) avec celle de la demande d'autorisation environnementale qui concerne le projet d'ICPE. Dans cette mesure, l'évaluation environnementale est commune à la procédure. Pour cela, l'étude d'impact du projet sera annexée à la notice de mise en compatibilité.

Présentation de la récente évolution de la loi Littoral à travers la dérogation attribuée pour les espaces de stockage des déchets pour la Guyane et Mayotte (article 121-39-1 du code de l'urbanisme issue de la loi 3Ds du 21 Février 2022).

Cette disposition est notamment conditionnée par :

- Un accord préalable de l'autorité administrative compétente de l'État, après avis CDNPS.
- La non atteinte à l'environnement de ces projets
- Une application en dehors des espaces proches du rivage au-delà d'une bande de trois kilomètres.

Point sur le PLU de Kourou et ses dispositions réglementaires

Le PLU de Kourou a été approuvé en 2019. Bien que la question de l'économie générale du PADD n'est pas concernée dans le cadre de cette procédure, ce dernier contient des éléments sur la possibilité de valorisation des déchets dans un cadre énergétique ce qui rejoint les ambitions portées par le projet d'ISDND.

Du point de vue réglementaire, le secteur de Wayabo est actuellement classé en zone agricole (A). La destination des " locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés" sont autorisés,

dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole. Cette terminologie est la même pour le SAR qui permet, à titre exceptionnel, les ouvrages et installations d'intérêt collectifs sous réserve d'être compatible avec une activité agricole. Ce paramètre est souligné par la CTG qui insiste sur la compatibilité de l'équipement avec l'environnement agricole.

Toujours dans le règlement actuel, les ICPE non-agricoles ne sont pas autorisées ce qui constitue un frein pour le projet dont la vocation première n'est pas agricole.

Présentation du projet et des éléments de l'étude d'impact

Présentation du projet dans ses grandes lignes par la société Séché Eco Services et le bureau d'étude 2N Environnement. Les aspects techniques et sécuritaires du projet sont soulevés (étanchéité, gestion des eaux, processus de compactage). L'exploitation de la zone de stockage des déchets se fera par le remplissage de casiers de tailles réduite (environ 2 000 m² par casier) afin de limiter au maximum les impacts potentiels et la production de lixiviats (effluents industriels issus de la biodégradation des déchets). Ce mode d'exploitation entraîne la nécessité de maintenir autant que possible une activité agricole sur les surfaces de stockage non encore exploitées et celles des casiers remise en état à l'aide d'une couverture étanche. Les mesures de compensation présentées dans l'étude d'impact agricole montrent la volonté du porteur de projet d'intégrer les problématiques agricoles. Enfin, la question de la gestion des eaux implique un traitement différencié selon que les eaux soient en contact des déchets ou non.

Des mesures de contrôle assurent une qualité optimale de rejet qui seront dirigés vers la crique Matiti (affluent de la crique Macouria) afin de préserver le bassin versant du fleuve Kourou faisant l'objet d'un périmètre de captage.

Plusieurs réactions :

- La Chambre d'Agriculture fait état des besoins importants des familles implantées sur Wayabo et de l'opportunité de ce projet pour améliorer les conditions de dessertes notamment. D'autre part, Wayabo a permis à de nombreux agriculteurs du secteur d'accéder à un foncier très peu cher avec de bonnes infrastructures.
- L'EPFAG rappelle le caractère agricole et l'engagement par bail qui lie propriétaire et locataire sur 15 ans. L'organisme soulève une question quant aux informations véhiculées sur l'étude d'impact qui sous entendent un engagement de l'EPFAG (secteurs de ZNIEFF) alors qu'il n'y a rien d'officiel.
- Le service gestion des déchets de la CTG soulève la question de la validation du PRPGD sans qu'aucune décision ne sera prise au niveau régional. Des précisions sont demandées sur les tonnages pris en compte dans le dimensionnement de l'infrastructure. Ceci fait écho au projet parallèle d'ISDND sur Macouria et d'une éventuelle concurrence. Le bureau d'études 2N Environnement précise que le tonnage n'a pas vraiment d'importance dans la mesure où le site est exploité par casiers successifs de petites tailles et que l'augmentation ou la diminution de tonnage fera varier uniquement la vitesse de remplissage des casiers. Il fait notamment la distinction avec un incinérateur qui a besoin d'être calibré pour recevoir une certaine quantité minimum de déchets pour fonctionner.
- Des précisions sont aussi demandées par la CTG sur le recul d'expérience qu'à le porteur de projet sur la réhabilitation de ces sites pour de l'agriculture. Le BE 2N Environnement cite plusieurs exemples de cohabitation et d'accompagnement des agriculteurs dans l'Hexagone, notamment de sites actuellement exploités par le Groupe SECHE.

Présentation et échanges sur les modifications du PLU

Le BE propose la création d'une zone spécifique sur les limites du projet avec appellation en 1AUe. La CTG émet des réserves quant à la compatibilité d'un tel classement avec le SAR. Un maintien en zone A est alors proposé. La possibilité d'un STECAL est exclue dès lors que le territoire n'est pas couvert par un SCoT (remarque de la DGTM). Ces demandes seront prises en compte par le BE qui proposera une nouvelle version de la notice afin d'assurer la compatibilité.

Dans le règlement modifié, la seule destination autorisée par la nouvelle zone est celle des ouvrages et installations d'intérêt collectifs à vocation de stockage de déchets.

La pertinence d'une OAP est soulevée. Le BE étaye cette proposition afin que la collectivité puisse se positionner et orienter les aménagements pour permettre par exemple des compensations ou s'assurer réglementairement de certains principes d'aménagement sur la zone.

La question d'une saisine de la CDNPS et de la CDPENAF est évoquée concernant le planning. Une vérification devra être faite pour savoir qui doit véritablement être saisi.

Plateforme en ligne

Retrouvez toutes les supports de présentation et les comptes-rendus sur la plateforme :

<https://laboitedelespace.fr/dpmecdu-plu-kourou/>

Mot de passe : 97310

Nous joindre

La boîte de l'espace

François BOULLAND & Gunevel PEDRON

18 Bd Babin Chevaye

44200 Nantes

07 68 93 74 74

02 40 20 30 57

francois@laboitedelespace.fr

gunevel@laboitedelespace.fr